

continuerons à travailler de tout coeur avec nos partenaires de la CSCE, à la présente réunion, à Stockholm et à Budapest plus tard cette année, aussi bien qu'à Berne et à Vienne en 1986, pour élargir notre dialogue et intensifier notre coopération.

Je sais que nombreux sont ceux qui estiment que la réunion d'Ottawa risque d'être difficile. Lorsque nous avons mis de l'avant et poursuivi avec d'autres à Madrid l'idée de tenir une réunion sur les droits de l'homme, nous étions conscients de la sensibilité de la question comme de certaines des réserves et des préoccupations de nos partenaires de la CSCE.

Mais des questions aussi capitales que celle des droits de l'homme ne peuvent et ne doivent pas être évitées pour la seule raison qu'elles sont délicates et qu'elles risquent de donner lieu à des désaccords entre les gouvernements. Dans l'Acte final d'Helsinki comme dans le Document de clôture de Madrid, nous avons reconnu que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales joue un rôle essentiel dans la recherche de la paix, de la justice et du bien-être si nécessaires au développement de relations amicales et au renforcement de la coopération entre nous. Cette reconnaissance est également consacrée par la Charte des Nations Unies. Nous avons ainsi traduit notre conviction qu'un monde qui ne se ferait pas plus humain ne saurait devenir plus sûr, ni même, à la longue, plus prospère. C'est pour cette raison que les droits de l'homme sont et demeureront à l'ordre du jour international. Et c'est aussi pour cette raison que vous tous réunis ici vous apprêtez à débattre pendant six semaines du respect des droits de l'homme dans nos États, chose qui aurait été impensable il y a vingt ans et même dix ans à peine.

Sur le plan intellectuel, nous savons bien sûr pourquoi la question des droits de l'homme pose des difficultés dans les relations entre les États. Parmi les pays de la CSCE, nous avons beaucoup de choses en commun. Mais nous avons aussi une expérience historique et des traditions culturelles différentes, et il est inévitable que nos systèmes de valeurs aient évolué de façon différente. Notre monde n'est pas un tout monolithique, et nous ne voudrions pas qu'il le soit.

Mais ces différences ne nous dispensent pas de tenir les engagements que nous avons pris à Helsinki et à Madrid. Elles ne doivent pas davantage nous détourner de notre tâche, qui est de faire en sorte que s'améliore dans tous nos pays le respect des droits de l'homme - qu'il s'agisse